

## Journal de Côte d'Ivoire

N° 28 du 07.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Cote\\_dIvoire.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Cote_dIvoire.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 KOBAZEYRET Laurent : Sarkozy, le véritable coupable des crimes de la guerre en Côte d'Ivoire.

3-2 KOBAZEYRET Lauren : [Sarkozy, Un bilan Africain dramatique](#) .

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1Dedy Sery : [Les Ivoiriens expérimentent des dérives totalitaires sans précédent.](#)

---

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 KOBAZEYRET Laurent : Sarkozy: le véritable coupable des crimes de la guerre en Côte d'Ivoire.

Onze mois après la prise d'[Abidjan](#) par l'[armée française](#), les soldats de l'ONU accompagnés de mercenaires de la sous-région ouest-africaine recrutés par [Ouattara](#) sur ordre de [Sarkozy](#), un certain nombre d'interrogations restent apparemment sans réponse. Au nombre de celles-ci, il convient de relever la responsabilité des tueries qui ont coûté à [la Côte d'Ivoire](#), au moins 3 000 âmes innocentes. Une certaine opinion s'acharne avec beaucoup de tintamarres à tenir [Laurent Gbagbo](#) pour responsable. C'est la position du [couple](#) Ouattara-Sarkozy. Cela n'est pas surprenant dans la mesure où ces « garnements » sont tous mouillés dans l'affaire. Il est souhaitable d'entendre des voix indépendantes. Mais la France et l'ONU mettent tous leurs moyens colossaux en œuvre pour que l'opinion publique n'accède pas à la vérité. C'est dans le cadre de la quête de cette vérité que cette contribution à la compréhension de cet important épisode de l'histoire de la [Côte d'Ivoire](#) est présentée. Sans à priori, il faut se laisser simplement guider par le bon sens le plus élémentaire.

A l'issue du second tour de l'élection présidentielle de Novembre [2010](#), le Secrétaire Général de l'ONU et la France décident, en contradiction avec les résolutions de l'ONU et la [constitution ivoirienne](#) que [Dramane Ouattara](#) est le Chef de l'Etat alors que le Conseil Constitutionnel de Côte d'[Ivoire](#), en conformité avec les prérogatives qui lui sont reconnues, proclame Laurent [Gbagbo](#) élu Président, au vu des résultats.

Ainsi, la Côte d'Ivoire a-t-elle deux dirigeants. C'est inacceptable et il fallait régler cette situation le plus tôt possible.

Chaque candidat fait alors des propositions de sortie de crise.

Pendant que Ouattara, toujours partisan indéfectible de la violence, demande à ses parrains [français](#) et américains d'intervenir militairement pour chasser Gbagbo du pouvoir, ce dernier, partant du principe que c'est seul le nombre de bulletins de vote qui confère la qualité d'élu à un candidat, demande plutôt sagement le recomptage des voix, comme appliqué aux USA en 2000 et même en Haïti en 2010.

A l'analyse, la proposition du Président élu était idéale dans la mesure où chacune des cinq parties avait reçu un exemplaire des procès verbaux (P V) signés des présidents des bureaux de vote. Il s'agissait de la CEI, de l'[ONU](#), du Conseil Constitutionnel, du camp GBABGO, du camp OUATTARA.

Chacun devrait apporter simplement les PV en sa possession pour une banale confrontation des résultats.

Contre toute attente, le coréen BAN KI MOON, Secrétaire Général de l'ONU, obéissant aux injonctions de Sarkozy pour obtenir le [soutien](#) de ce dernier à sa réélection, monte au créneau pour déclarer solennellement à la tribune de l'[Union Africaine](#) en Ethiopie que ce serait injuste de recompter les voix. Ce mensonge édifie suffisamment sur les raisons pour lesquelles la Corée n'est pas encore réunifiée. Le coréen qui n'est pas prophète chez lui a montré qu'il ne l'est pas non plus en Côte d'Ivoire. L'action des deux coréens de l'ONU, Ban Ki Moon et son compatriote Choï, son représentant en Côte d'Ivoire, n'a fait qu'aggraver la crise dans ce pays, contrairement au tissu de mensonges du sieur Sarkozy qui prétendait avoir sauvé la Côte d'Ivoire d'une hécatombe. Les actions du Président français n'ont fait qu'amplifier dangereusement cette crise.

En effet, la France sarkozienne a, pour chasser Gbagbo du pouvoir, posé de nombreux actes ignobles. Elle a fait envahir, par des loubards sous protection de la police française, les locaux de la représentation diplomatique de la Côte d'Ivoire en France pour offrir ces locaux au représentant de Ouattara.

Après avoir limogé le gouverneur [ivoirien](#) de la [BCEAO](#), la France a fermé sans préavis les filiales des banques étrangères installées en Côte d'Ivoire pour tenter, sans succès, d'asphyxier financièrement le régime du [Président GBABGO](#).

Non contente de l'embargo sur les armes décrété contre le gouvernement ivoirien (dans les faits, la rébellion a continué de se faire approvisionner par le [Burkina Faso](#), la Licorne et l'[ONU](#)), la France impose un embargo sur tous les produits à destination de la Côte d'Ivoire y compris les médicaments occasionnant ainsi parmi les malades de nombreux morts. Cet embargo sur les produits pharmaceutiques est contraire à la morale humanitaire et humaniste, en période de guerre mais a été tout de même imposé à la Côte d'Ivoire sans la moindre réaction de l'OMS qui, malgré la mobilisation et l'interpellation des médecins [ivoiriens](#) est restée de marbre.

Pendant la guerre post-électorale qu'elle a planifiée et organisée bien avant les élections, la France de Sarkozy a convoyé les rebelles, les mercenaires de la sous-région sur les différents fronts. Elle a bombardé à l'aide des hélicoptères et avions de guerre l'armée restée fidèle au Président Gbagbo. Pire, à la résidence du Chef de l'Etat, elle a massacré en présence de l'Ambassadeur de France des milliers de jeunes ivoiriens aux mains nues ; le dessein réel de la France était d'assassiner le Président ivoirien et tous les [patriotes ivoiriens](#) qui s'opposaient à son plan diabolique de reconquête de ce pays.

A ces moments précis, les ivoiriens ont craint une fin tragique de leur Président comme ce fut le cas de LUMUMBA, d'ALLENDE, de SANKARA, de NYOMBE, etc. ces grands patriotes tombés sous les balles assassines des impérialistes.

Selon les médias français, à la solde de Sarkozy, la guerre post-électorale aurait coûté à la Côte d'Ivoire au moins 3 000 morts. Quelle horreur !

Au vu de ce qui précède, le locataire de L'Elysée est fortement coupable de crimes dans la guerre ivoirienne, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et donc passible de poursuites judiciaires devant la Cour Pénale Internationale au même titre que les criminels ivoiriens de [Ouattara et Sarkozy](#).

En effet, tout s'est préparé sous les ordres du Président français, mais la laideur de ses actes l'a amené à les faire endosser dans la forme par les organisations internationales ([CEDEAO](#), UA, UE, ONU, etc).

Sinon, objectivement quel intérêt l'Irlande ou le Brésil qui sont aussi membres de la Communauté Internationale auraient à bombarder la Côte d'Ivoire et la [Libye](#) ou à menacer des pays comme le Zimbabwe, la Syrie ou l'[Iran](#) ?

En fait, tous les pays sous-développés sont dans l'œil du cyclone dès lors qu'ils possèdent des richesses qui intéressent les économies des pays développés impérialistes et qu'ils sont dirigés par des démocrates qui les empêchent de piller les ressources nationales. Pour s'accaparer ces richesses, ces Chefs d'Etat

voraces inventeront des arguments massues contre ces patriotes-démocrates à qui ils collent pour les besoins de la cause le qualificatif de dictateurs- fous et ce, avec l'aide de leurs médias internationaux habitués aux discours haineux, aux mensonges et à la délation. Ils accusent injustement ces dignes dirigeants, après mille et un montages grossiers, de tirer sur des [femmes](#) au marché ou sur des civils porteurs de kalachnikov au cours de manifestations dites pacifiques comme en Côte d'Ivoire, en Lybie et en Syrie.

La quintessence de ce qui précède montre que ceux qui ont décidé d'un règlement militaire de la question ivoirienne sont les seuls coupables du massacre de plusieurs milliers d'ivoiriens alors que le recomptage des voix n'aurait coûté à la Côte d'Ivoire que quelques tasses du bon café de Côte d'Ivoire pour agrémenter les séances de travail.

Dans ce contexte mondial de lutte contre l'impunité, il serait indiqué que le peuple français retire son suffrage à Sarkozy pour qu'enfin toute la lumière soit faite dans toutes ces [affaires](#) qui ne touchent, de façon louche, que des proches de Sarkozy- Président, alors que ce dernier pourrait être le véritable commanditaire de tous ces délits et crimes.

Dans cette guerre livrée à la Côte d'Ivoire par la France, depuis 2002, si [Chirac](#) est indéniablement le criminel des actions de l'armée française en Novembre 2004, Sarkozy est sûrement coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour sa barbarie, ses atrocités et tueries massives commises en Côte d'Ivoire pendant la guerre post-électorale. On comprend alors difficilement la tristesse qui envahit Sarkozy pour ces 4 morts français [victimes](#) de l'homme au scooter contre sa grande joie d'installer son filleul Ouattara en Côte d'Ivoire au prix de 3000 morts ivoiriens dont de nombreux jeunes et étudiants. Vivement que les enquêtes de la CPI s'ouvrent sur ces massacres de Sarkozy en Côte d'Ivoire aboutissent afin qu'il soit condamné comme le criminel de guerre Thomas LUBANGA ; sinon, la CPI ferait preuve d'une injustice criarde et de racisme avéré. Elle attesterait alors qu'elle est un instrument d'assujettissement des pays [africains](#) par les pays développés.

Sarkozy, le véritable coupable des crimes en Côte d'Ivoire doit-il resté en liberté ?

KOBAZEYRET Laurent

<http://www.ivoirediaspo.net/?p=7006>

---

1-2 KOBZEYRET Lauren : [Sarkozy, Un bilan Africain dramatique.](#)

Depuis les indépendances, les pays africains ont toujours plus ou moins été contraints d'avoir des relations étroites avec l'ex-puissance colonisatrice. Pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire mieux assujettir les états africains et piller allègrement leurs richesses, les Présidents français ont mis en place un réseau mafieux appelé officieusement Françafrique. Par ce réseau, la France a toujours imposé sa politique et ses hommes aux pays africains. C'est ainsi que, face au nationalisme de Sankara, la France de Mitterrand a fait tuer ce jeune patriote pour imposer aux burkinabés, son ami d'enfance Compaoré.

Depuis bientôt cinq ans, Sarkozy a pris les rennes du pouvoir français. S'il est vrai qu'il a été élu par les français pour défendre les intérêts de cette puissance impérialiste, interrogeons-nous sur les actes qu'il a posés en Afrique.

Au plan politique, sa première visite en Afrique s'est effectuée à Dakar, l'ex-capitale de l'AOF, comme pour signifier son attachement à une plus violente néo colonisation inspirée du nazisme, surtout qu'il y déclara que « l'Afrique n'était pas suffisamment entrée dans l'histoire ». Il faisait ainsi étalage d'une méconnaissance totale de ce continent et surtout de la farouche résistance africaine à la colonisation française et des centaines de milliers de morts occasionnés par cette France qui n'est venue en Afrique que pour y puiser les richesses indispensables à son économie, à son développement voire à sa survie. Sarkozy, pendant son mandat, a innové très négativement dans les relations France-Afrique. Il a donné à ces relations une dimension très violente, d'une violence à la fois ouverte et sournoise, plus que tous les Chefs d'Etat français ou européens qui l'ont précédé.

Il est l'auteur, le commanditaire des guerres de Côte d'Ivoire et de Lybie qu'il a menées, juste pour chasser du pouvoir des patriotes africains, mais en mettant en avant des raisons farfelues d'installation de démocratie et de préservation des vies humaines, comme si Dieu l'avait chargé de ce mandat. Quand aujourd'hui on fait le constat, de ses nombreux crimes dans ces pays, des régimes sanguinaires et dictatoriaux qu'il y a installés, on comprend alors que la France, fidèle à ses principes de toujours privilégier quoi qu'il en coûte, ses intérêts rien que ses intérêts, peut tuer impunément des milliers et des

milliers de jeunes africains, sans que cela ne puisse émouvoir les soit disant organisations des droits de l'homme.

Pour atteindre ses objectifs, Sarkozy fait itérativement usage du mensonge, de la délation, de la subversion, de la corruption, des crimes. Dans cet ordre, il a utilisé les médias à sa solde : AFP, France24, TV5 et autres démembrements de cette presse du mensonge et de la désinformation, pour toujours véhiculer au niveau de l'opinion mondiale une image fausse des dirigeants patriotes africains. La couardise de Sarkozy l'a conduit aussi, à utiliser à fond les institutions internationales telles l'ONU, l'UA, l'OTAN ... démontrant ainsi, s'il en était encore besoin, que ces institutions sont au service exclusif des pays développés pour perpétuer leur domination sur le reste du monde et particulièrement sur les pays africains. Aujourd'hui, Sarkozy a donné à la grande majorité des africains de réaliser que la pauvreté des pays du continent noir est due aux pays développés et particulièrement à la France qui pille ses richesses, qui maintient l'insécurité par la réalisation répétée de nombreux coups d'état pour placer des hommes liges à la place de patriotes nationalistes, empêchant ainsi les gouvernants de mettre en œuvre une véritable politique de développement. Le dernier exemple est celui, tout récent, du Mali où la France vient de fomenter encore un énième coup d'état contre un patriote, un démocrate en fin de mandat qui a décidé de ne pas violer la constitution de son pays en n'étant pas candidat. Comment comprendre alors la raison de ce coup de force si ce n'est pour placer un pantin au pouvoir, à même de brader les richesses maliennes ?

Il est vrai que laisser libres des pays africains comme la RDC, le Nigéria, la Côte d'Ivoire ..., c'est leur donner la possibilité, sur le moyen terme, de prendre le dessus sur plusieurs pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) dont la France.

Ces agissements de Sarkozy ont créé et renforcé dans l'esprit de nombreux africains un sentiment anti-français. Il faut se souvenir de l'accueil à lui réservé à Libreville lors des funérailles de Omar Bongo ; il faut craindre et ne pas s'étonner, à terme que des français soient surnoisement voire ouvertement chassés de certains pays africains. Car la politique africaine de ce Chef d'Etat français fait montre de voyoucratie et de cruauté. En témoignent les bombardements de la résidence d'un Chef d'Etat étranger(**Le Président GBAGBO**) abritant de nombreuses personnes dont des enfants.

Pour mieux gagner l'estime du parrain, pour les Présidents africains qui, dans la pratique se satisfont de leur rôle de « préfet » ou « gouverneur des colonies », l'appartenance à la secte des francs-maçons et précisément de la grande loge de France est un atout primordial. C'est donc devenu une mode pour ceux-ci et d'autres politiciens véreux de se livrer corps et âme, c'est le cas de le dire, à cette secte pernicieuse qui, comme toute secte est d'essence et de source diaboliques.

Pendant les années de règne de l'hyper Président français, l'asservissement de l'Afrique par la France a été renforcé au prix de milliers de vies humaines et de nombreux gâchis économiques.

Ce Président-candidat a su imposer aux Présidents africains les intérêts des multinationales de son pays telles Bolloré, Bouygues, Total, Areva et biens d'autres. Ces grandes entreprises, présentes dans de nombreux pays africains, y détiennent des exclusivités et le monopole dans l'énergie, le transport, la téléphonie ... annihilant ainsi toute concurrence et s'octroyant selon leur bon vouloir des bénéfices colossaux.

On constate que les économies africaines n'ont guère progressé durant ce quinquennat « sarkozyen ». Pire, des entreprises nationales rentables, des nouvelles concessions d'exploitation ont été cédées à vil prix à des intérêts français ; pour Sarkozy tout est mis en œuvre pour obtenir des marchés importants. Pour cacher ses agissements économiques néfastes aux pays africains, la France s'est imposée aux organisations régionales UEMOA, CEDEAO... qui ont abandonné leurs objectifs économiques pour des objectifs hautement politiques ; c'est ainsi que ces organisations se sont mis du côté de la rébellion en fournissant des mercenaires pour combattre le Président Gbagbo.

De plus, les Chefs d'Etat qui remettent en cause les contrats de dupe signés avec la France se voient chassés du pouvoir ; ce fut le cas au Niger avec Mamadou Tandja qui a réussi à obtenir le doublement du prix de l'uranium nigérien .Peu de temps après, il fut victime d'un coup d'état français. Rappelons que l'argument de la privatisation pour une meilleure rentabilité des entreprises nationales est souvent avancé à tort et en complicité avec les institutions de Bretton Woods, pour justifier l'accaparement, au franc symbolique, d'entreprises publiques rentables bénéficiant ainsi d'exclusivité. Et pourtant, les mêmes secteurs d'activité sont aux mains d'entreprises nationales en France.

Ce dernier quinquennat a vu la percée très nette des chinois, des indiens, des brésiliens sur les marchés africains en même temps que diminuait la part des français. Quoi de plus normal quand on sait que les produits de ces pays du Sud sont plus proches de nos besoins et présentent un meilleur rapport qualité/prix comparés aux produits de l'hexagone ; l'exemple du coût du pont Cocody-Marcory (deux quartiers d'Abidjan) qui revient deux fois plus cher avec les français qu'avec les chinois atteste de la gourmandise des français qui ne cherchent dans les faits qu'à pomper nos ressources.

La colère de Sarkozy contre le régime Gbagbo s'est accentuée, quand il a su que le Président ivoirien ambitionnait, de créer des unités industrielles pour transformer sur place le cacao ivoirien et une monnaie nationale pour se libérer du carcan du FCFA privant ainsi la France d'une bonne partie des ressources mirobolantes du compte d'opérations ouvert au noms des pays de l'UEMOA au trésor français.

Au lieu donc, de donner aux entreprises françaises les moyens d'être les plus compétitives sur le marché africain, pour y supplanter leurs concurrents du Sud, Sarkozy a choisi la voie de la force à la manière des mafiosi pour s'imposer aux fragiles économies africaines. Quelles méchancetés !

Pire, la cruauté de cet homme s'est manifestée plus ouvertement au plan militaire. Il n'a pas hésité à se mettre du côté de la rébellion ivoirienne pour imposer à Gbagbo des élections alors qu'une partie du territoire ivoirien était encore occupée par les rebelles toujours en armes. Ayant, avant les élections, conçu son traquenard électoral, il a réarmé les rebelles par le biais du Burkina Faso où il avait nommé un Général comme ambassadeur pour préparer et gagner cet assaut final contre le peuple de Côte d'Ivoire. Ainsi Sarkozy a-t-il conduit, au mépris des accords de défense liant la Côte d'Ivoire à la France, une guerre totale et multiforme contre ce pays de paix. Sa haine contre Gbagbo l'a poussé à choisir, contre tout bon sens, la guerre qui a fait au moins 3000 morts, plutôt que le recomptage des voix prôné par ce patriote africain. C'est pourquoi la Licorne a pris la tête de la coalition ONUCI, rebelles ivoiriens de Ouattara, mercenaires de Compaoré et de la sous région Ouest africaine pour pilonner des sites officiels ivoiriens et de nombreux civils aux mains nues.

Pour réussir incognito son coup, Sarkozy s'est toujours abrité derrière les organisations internationales ONU, UEMOA, CEDEAO, UA ... Il a aussi fait livrer à l'ONUCI des hélicoptères de combat et a renforcé la Licorne en la dotant d'avions de guerre et d'hélicoptères de combat.

C'est ainsi que cette armée française a largué des centaines de bombes et de missiles sur des camps militaires, sur la résidence du Chef de l'Etat ivoirien, sur des milliers de civils ivoiriens, sous le fallacieux prétexte de détruire des armes lourdes, de protéger des civils et d'instaurer la démocratie. Aujourd'hui où est cette démocratie ? La Côte d'Ivoire est bel et bien sous une tyrannie féroce.

En Libye, la France initiatrice de la guerre contre ce pays s'est encore couverte du manteau de l'OTAN pour détruire impunément des sites et tuer des civils libyens en grand nombre avec comme cerise sur le gâteau l'assassinat de Kadhafi. C'est elle qui a formé les rebelles libyens qu'elle approvisionnait en armes; certains de ses soldats ont même combattu à leur côté.

Après ses crimes en Afrique, Sarkozy pour étendre son champ d'action macabre se lance en Syrie. Dans ce pays il livre des armes aux rebelles et y envoie de nombreux soldats. Certains se sont déjà fait prendre par l'armée syrienne. Comme toujours pour couvrir ses tueries massives, les médias à sa solde véhiculent en boucle des informations mensongères sur le régime en place. Que veut Sarkozy ? Une 3ème guerre mondiale ?

Pour mener toutes ces actions déstabilisatrices, la France fait colporter par ces médias dont la fameuse AFP, de grossiers mensonges, réussissant presque toujours à tromper l'opinion française et même mondiale. Elle se donne le rôle de justicier des « peuples opprimés » alors que dans les faits elle n'est qu'une armée de grands criminels.

Au total le bilan africain de Sarkozy pour son quinquennat est un bilan dramatique : destructions de nombreux sites officiels et non officiels, tueries massives de civils africains aux mains nues, créations et entretiens de nombreuses rébellions contre les responsables politiques africains qui ont une vision patriotique de leur fonction, pour empêcher l'indépendance et le développement du continent noir.

Sarkozy a appliqué contre les états africains un terrorisme d'état plongeant les économies de ces pays dans des crises interminables en livrant à ces états par l'utilisation des organisations africaines, européennes, mondiales une guerre économique, monétaire, médiatique et militaire.

Cet usage continu du mensonge médiatique, ces crimes de Sarkozy ne resteront pas impunis et conduiront à terme sûrement à la ruine de la France. Car inévitablement, les états africains obtiendront

un jour leur véritable indépendance économique. S'il est vrai qu'aujourd'hui, par la faute de la France de Sarkozy, l'Afrique a encore un grand retard de développement, il faut garder l'espoir que les valets africains de cet homme méchant perdront dans un bref délai le pouvoir sur ce continent noir, plein de richesses et regorgeant de dignes fils.

Déjà point à l'horizon sa défaite à la prochaine présidentielle française.

A vous démocrates et humanistes français et européens, à vous français d'origine africaine et arabe, voilà le bilan dramatique de celui qui depuis cinq ans préside aux destinées de la France et qui sollicite à nouveau vos suffrages. Il apparaît clairement que cet homme méchant, violent, barbare, ne doit pas être réélu pour le bien de notre continent et la paix dans le monde. Que l'Eternel Dieu garde et bénisse l'Afrique !

KOBAZEYRET Lauren

<http://www.lynxtogo.info/oeil-du-lynx/afrique/2189-sarkozy-un-bilan-africain-dramatique.html>

---

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme

2-1 Dedy Sery : [Les Ivoiriens expérimentent des dérives totalitaires sans précédent.](#)

Voilà sept mois qu'Alassane Ouattara, soutenu par la « communauté internationale », est devenu le président de la Côte d'Ivoire au détriment de Laurent Gbagbo et au terme d'une crise qui aura vu le pays se déchirer. Si l'inculpation de Gbagbo par la CPI a été largement médiatisée, la situation en Côte d'Ivoire est passée sous silence. L'ordre et la tranquillité sont pourtant loin d'être revenus comme le remarque le professeur Dedy Sery. Il pointe un bilan désastreux et condamne la recolonisation du pays par la France.

**Alassane Ouattara est président depuis sept mois. Comment se portent les Ivoiriens ?**

**Dédi Séry.** Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Ivoiriens dont la communauté internationale prétend qu'ils ont rejeté Laurent Gbagbo à l'issue du scrutin du 28 novembre 2010, regrettent ce dernier, au grand dam des soutiens extérieurs de Ouattara, le vainqueur. Ceci indique clairement que l'Occident a échoué. Et que le vrai vainqueur, c'est Laurent Gbagbo. Mais le drame de la Côte d'Ivoire est que les grands de ce monde ne peuvent pas et ne veulent nullement se déjuger, par arrogance. Sinon comment comprendre que ces grands dirigeants de grande tradition démocratique, assistent sans broncher au recul de l'Etat de Droit dans un pays comme la Côte d'Ivoire qu'on prétend avoir remis sur les rails de la démocratie ? Comment ces dirigeants peuvent-ils tolérer que des "forces indisciplinées et incontrôlées" – c'est le terme de Ban-Ki Moon lui-même – puissent contrôler une armée républicaine qui crée l'insécurité, au point que ces mêmes soutiens extérieurs délocalisent leur Ambassade à Dakar ou à Accra ou déconseillent carrément la destination Côte d'Ivoire à leurs ressortissants ? Est-il rationnel et politiquement correct que des démocraties comme la France et les Etats-Unis puissent soutenir, sur la place publique et en ce début de XXIème siècle, un système politique qui rappelle si étrangement la féodalité du Moyen Age avec ses seigneurs et vassaux unis davantage par des liens tribaux que par des règles impersonnelles ? En effet, chaque village, chaque quartier, du Nord au Sud et d'Est en Ouest de la Côte d'Ivoire, est aujourd'hui militairement occupé par des Dozos/FRCI venus de la CEDEAO, qui tuent et dévastent tout sur leur passage, depuis sept mois. Impunément ! Au vu et au su des forces Licorne/ONUIC et des ONG de défense des Droits de l'Homme. Tout simplement parce que les victimes sont des pro-Gbagbo. Outre ce problème sécuritaire, il faut noter que la cote de l'économiste Ouattara est aujourd'hui bien plus pauvre que celle de l'historien Laurent Gbagbo. Depuis l'avènement de Ouattara, la vie des Ivoiriens sombre dans la précarité : il y a environ 2 000 000 de réfugiés/déplacés ; près de 200 000 personnes ayant perdu leur emploi ; 400 hauts cadres FPI/CNRD meurent de faim depuis le gel de leurs avoirs bancaires ; il y a des dizaines de prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles du régime des vainqueurs, avec la caution des grandes puissances de ce monde ; les prix des denrées alimentaires flambent ; les syndicats qui ont organisé 116 mouvements de grève totalisant 704 jours d'inactivité, de 2003 à 2010, sous Laurent Gbagbo, préfèrent aujourd'hui ne rien dire, ne rien entendre et ne rien voir. Cela veut dire qu'ils ont peur mais nous sommes d'accord que cette peur n'est pas un hommage rendu à Ouattara. C'est plutôt à Laurent Gbagbo que l'on rend hommage, lui qui apparaît ainsi



comme le chef permissif et démocrate par excellence. Ajoutons à cela un fait gravissime qui ne suscite, curieusement, aucune indignation de la part des soutiens extérieurs du nouveau régime : le pillage et la fermeture des Universités publiques de Cocody et d'Abobo-Adjamé, pour deux ans. Cela a pour conséquence un manque à gagner se chiffrant à 900 Doctorats, avec 77 000 étudiants jetés à la rue, sans compter 3 générations de bacheliers non inscrits et contraints à l'oisiveté. Depuis la disparition de Félix Houphouët-Boigny, c'est la toute première fois que les Ivoiriens expérimentent de telles dérives totalitaires.

Sur le plan institutionnel, l'Assemblée Nationale a été dissoute de fait et les Députés jetés à la rue, sans émoluments depuis le 11 avril 2011. Les organisations de défense des Droits de l'Homme ont fermé les yeux là-dessus, tout comme elles ont cautionné un découpage électoral des plus iniques et des plus ethnocentrique, la configuration tout aussi tribale de la CEI, les nominations illégales au Conseil constitutionnel, etc. Sur cette base, je puis dire que depuis sept mois, les Ivoiriens se portent très mal alors qu'on leur avait promis le bonheur dans la paix et la quiétude devant l'avenir.

### **Beaucoup présentent Alassane Ouattara comme un monstre froid et cynique. Comment vous, vous le décrivez ?**

Pour avoir suivi la campagne électorale de Ouattara, mais aussi pour avoir suivi ses discours depuis l'arrestation de Laurent Gbagbo par la France et sa déportation à Korhogo puis à La Haye, je sais que le Chef de l'Etat actuel affectionne les expressions de type "mon pays", "mes compatriotes", "mon frère Laurent Gbagbo". Mais entre le dire et le faire, je note un gouffre consternant. D'après les ONG internationales qui sont généralement pro-Ouattara, les Dozos et FRCI ont tué et continuent de tuer des milliers de pro-Gbagbo, c'est-à-dire les compatriotes de Ouattara ; mieux, parmi les milices et FRCI qui ont déferlé sur la partie Sud de la Côte d'Ivoire à partir du 17 mars 2011, on dénombre des gens venus de presque tous les pays de la CEDEAO. Ce qui donne à la Côte d'Ivoire, l'image d'un pays occupé et en voie de recolonisation par la sous-région. Voilà ma première observation. La deuxième concerne la problématique de la réconciliation. On se souvient que pour réconcilier les Ivoiriens (octobre-décembre 2001), Laurent Gbagbo avait fait rentrer d'exil ses principaux adversaires politiques de l'époque : Ouattara, Bédié, Guéi. Mais à son tour, Ouattara entend réconcilier "ses compatriotes" sans Laurent Gbagbo et ses partisans qui représentent pourtant au moins 46% de la population si je m'en tiens au résultat de la communauté internationale. C'est dire qu'on est en présence d'une réconciliation non-inclusive de la part d'un leader qui a été soutenu par les puissances extérieures parce qu'il était victime de pratiques d'exclusion de type "ivoiritaire". Ouattara vient même de faire extraditer son "frère Laurent Gbagbo" à La Haye, non pas à la demande de ses "compatriotes ivoiriens", mais sur injonction de Paris : peu avant cette déportation, le ministre français des Droits de l'Homme estimait que la réconciliation des Ivoiriens passaient par l'extradition de "son frère Laurent Gbagbo". Est-ce ainsi qu'on traite un frère ? Est-ce ainsi qu'on doit désormais traiter les frères ? Autant de questions qui incitent les compatriotes de Ouattara à dire qu'il veut toujours une chose et son contraire. Voilà pourquoi ils ont du mal à le suivre. J'en veux pour preuve les cris de désapprobation qui ont surgi et continuent de secouer cette coalition à propos de la déportation d'un frère : Djédjé Mady, président du Directoire dudit RHDP a parlé d'une "déchirure profonde dans le tissu national".

### **Que répondez-vous à ceux qui disent que la France dirige la Côte d'Ivoire avec Ouattara comme homme de mains ?**

Cela est une évidence. Ouattara a demandé à la France de maintenir la Force Licorne sur le sol ivoirien aussi longtemps qu'il restera au pouvoir, contrairement à la position de Laurent Gbagbo qui, lui, avait demandé le départ de la base militaire française de la Côte d'Ivoire. Or une présence militaire étrangère dans un pays indépendant n'est rien d'autre que l'expression d'un assujettissement politique. Si à cela vous ajoutez l'assujettissement économique en termes d'endettement, de contrats de gré à gré, de bradage des ressources stratégiques, vous obtenez non pas la domination mais l'esclavage. En effet, François Fillon a révélé, le 14 juillet 2011, que c'est la France qui paye les fonctionnaires ivoiriens ! Du jamais vu sous Laurent Gbagbo dont le pays était pourtant coupé en deux et qui avait des raisons objectives de ne pas pouvoir payer les fonctionnaires ivoiriens. Une confiance : de 1960 jusqu'en 1979, 80% des conseillers techniques au sommet de l'Etat ivoirien étaient des expatriés français. De juin 1980

jusqu'au 11 avril 2011, ce sont les Ivoiriens eux-mêmes qui ont géré leurs propres affaires dans les différents cabinets ministériels. Ce que nous constatons donc depuis la chute du régime de Laurent Gbagbo, c'est bien le retour massif de ces expatriés pour la recolonisation de la Côte d'Ivoire.

### **Il paraît que Ouattara a donné l'ordre aux chasseurs Dozos et à ses milices de dégager les rues. A-t-il les moyens de chasser ceux qui l'ont porté au pouvoir ?**

Je réponds à cette question par la négative et les preuves ne manquent pas pour démontrer que Ouattara n'a pas les moyens de chasser les Dozos/FRCI qui l'ont porté au pouvoir. Ces derniers, une catégorie particulière de Forces Républicaines, défient tous les jours leurs chefs, indiquant qu'ils ne quitteront la rue ou qu'ils continueront le trouble dans les villages, hameaux et quartiers du pays aussi longtemps que Ouattara ne leur donnera pas leur part du butin de guerre : il leur aurait promis 5 000 000 de FCFA par combattant, des villas ou des véhicules, promesses qui tardent à se concrétiser dans leurs mains. D'où les slogans hostiles à l'endroit du pouvoir actuel. On peut donc dire qu'à chaque catégorie socioprofessionnelle et à chaque époque ses prisonniers. La population ivoirienne est otage des Dozos/FRCI ; le gouvernement actuel est prisonnier des Dozos/FRCI ; ce même régime dépend de ses appuis extérieurs ; lesquels appuis extérieurs dépendent de leurs contribuables respectifs en cette période de crise économique et financière sévère (...). Tout est dans le tout. Et c'est cet enchevêtrement des choses qui passionne les observateurs nationaux et internationaux de la scène politique ivoirienne.

### **La peur de se retrouver aussi un jour à La Haye ne va-t-elle pas pousser Ouattara et ses seigneurs de guerre à s'éterniser au pouvoir ?**

S'éterniser au pouvoir pour échapper à la rigueur de la CPI ? C'est possible. C'est aussi légitime, humainement parlant. Mais je me demande si la longévité politique d'un système dépend forcément et toujours de la volonté de ses dirigeants. Cependant, j'avoue que votre question est quelque part judicieuse dans la mesure où près de la moitié des ministres du gouvernement Ouattara-Soro viennent de se donner une carapace d'immunité parlementaire en se faisant élire Députés lors de la dernière mascarade électorale du 11 décembre 2011. Mais ce parapluie me paraît d'une extrême fragilité au regard de l'humiliation que les Députés de la dernière législature ont vécue : avec (...) l'arrestation du Président Gbagbo le 11 avril 2011, l'Assemblée Nationale n'a-t-elle pas été dissoute de fait en violation de la Constitution ? Des Députés comme Simone Ehivet-Gbagbo n'ont-ils pas été jetés en prison alors qu'ils bénéficiaient d'une immunité ? L'histoire est une école de la prudence et de la circonspection. C'est pourquoi, à mon avis, l'on ne doit pas faire à autrui ce qu'on ne souhaite pas pour soi-même.

### **Pour Guillaume Soro, le manque de repentance serait le point clé du transfèrement du président Laurent Gbagbo à La Haye. Que lui répondez-vous**

Cette déclaration de Guillaume Soro est la preuve même d'une collusion entre le régime actuel et sa justice, la justice des vainqueurs. Et quand bien même ce ne serait pas le cas, le Premier ministre Soro n'est pas bien placé pour parler de repentance. Et puis si repentance il doit y avoir, qui doit le faire et dans quelle circonstance ? En effet, qui dit repentance dit procès. Mais peut-il y avoir procès sans toutes les parties au conflit ? Voyez-vous, par arrogance et par manque d'humilité, on avance des propos qui se liguent contre le bon sens.

### **Charles Konan Banny n'a toujours pas démissionné de la commission vérité réconciliation ...**

Si Charles Konan Banny n'a pas démissionné, c'est tout simplement parce qu'il se sent bien dans sa peau là où il est. Il pouvait bien démissionner s'il ne partageait pas la conception de la réconciliation version Ouattara. Celle-ci consiste à ouvrir des procès, à condamner et à réconcilier de façon concomitante, dans une perspective de justice des vainqueurs à la Nuremberg. Je suis convaincu qu'il ne réussira jamais sa mission aussi longtemps que les vainqueurs continueront de tuer, d'emprisonner, disons d'animaliser les pro-Gbagbo. Et puis, une question d'ordre purement éthique me rend pessimiste quant à ses chances de réussite dans la mission qui est la sienne. Charles Konan Banny fait partie de la galaxie des anti-Gbagbo. Or, tout effort de paix authentique de la part d'un médiateur s'inscrit obligatoirement dans l'impartialité et la neutralité... On observe cela chez les animaux non humain,



notamment les gorilles, on l'observe tout naturellement chez les animaux humains, qui ont la prétention d'être plus éthique que les grands singes. L'exemple de Desmond Tutu en Afrique du Sud est là pour le prouver.

**On a encore en mémoire l'économiste en pleine campagne qui construira une université chaque année, des hôpitaux... Vous le croyez encore ?**

Eh oui ! La période de la campagne électorale est terminée, bien loin derrière nous ! Le camp Ouattara avait promis, dans le plus pur style démagogique, beaucoup plus de choses que possible. Il l'a fait tout simplement parce qu'il voulait se donner de la consistance aux yeux de l'opinion. C'est dans cette logique publicitaire qu'il a promis une Université et des hôpitaux chaque année. Mais on notera que l'économiste Ouattara n'a pas indiqué préalablement le lieu d'implantation de ces infrastructures culturelles et sociales alors qu'il envisageait une politique de décentralisation. Lui qui disait en 2000 que le système d'Assurance Maladie Universel proposé par Laurent Gbagbo était dangereux parce que coûteux, a pu promettre des hôpitaux et des Universités chaque année. Contradiction. Beaucoup de gens, surtout les analphabètes ont un moment accordé du crédit à ces promesses démagogiques, par ignorance. Et voici que la réalité est beaucoup plus dramatique pour le camp Ouattara. Mais se rendant compte qu'il n'a même pas encore achevé la construction de la clôture de l'Université de Cocody, il envisage de saucissonner la pauvre Université, aujourd'hui entièrement saccagée. Du chapeau du prestidigitateur sortiront quatre Universités pour montrer qu'on aura réalisé ce qu'on a prévu. On tend ici vers une situation cocasse : sur ces ruines, on fera de chaque groupe d'UFR une Université : une Université de Sciences juridiques et Economiques ; une Université de Sciences et Techniques ; une Université de Lettres et Sciences Humaines ; une Université des Sciences de la Santé, etc. En un tour de passe-passe, il aura réalisé ce qu'il a promis. Là encore, il va marquer contre son propre camp. Parce que pour créer une Université, il faut tenir compte de tous les paramètres de l'environnement, des aspirations des populations. Là où Laurent Gbagbo voulait décongestionner Abidjan en faisant construire une Université dans chaque pôle de développement régional, l'éminent économiste veut créer plusieurs Universités sur les ruines de Cocody. Comme ça ! Cette perspective n'est ni plus ni moins qu'un bricolage collectif et du faux, finalement. Mais un faux dangereux en tant qu'il crée de faux espoirs et ne fait pas avancer la cause du développement équilibré et durable.

**Beaucoup d'analystes disent qu'en bloquant les Avoirs des dignitaires du FPI et en lançant des mandats d'arrêt internationaux, l'idée était d'affaiblir ce parti et par ricochet de se retrouver seul à l'Assemblée. C'est ça aussi votre avis ?**

Je suis d'accord avec vous. C'est la preuve que sans l'affaiblissement forcené d'un parti redoutable comme le FPI, le RDR n'aura jamais le sommeil tranquille parce qu'il redoute les joutes démocratiques. Il ne peut pas durer sans la violence. Ce qu'il faut au RDR, c'est moins un contexte de lutte institutionnelle, à armes égales, qu'une dictature ou système oligarchique, comme c'est le cas aujourd'hui. Le contexte que nous vivons est celui d'une dictature qui dépasse de très loin le système de parti unique sous Félix Houphouët-Boigny. Les historiens diront que Houphouët-Boigny avait besoin de moins de kalachnikov et de matraques pour imposer sa dictature à une population quasiment analphabète et en contexte de guerre froide. Aujourd'hui, les héritiers du père de la Nation, pour répondre aux tenants de la boulimie néolibérale, ont besoin de plus de moyens anti-démocratiques et déshumanisants face à un peuple ivoirien de plus en plus intellectualisé, donc plus exigeant. Mais cette force barbare imposée à la Côte d'Ivoire de 2012 n'a pas beaucoup de chance de prospérer, en raison justement de ce capital intellectuel national. On comprend pourquoi ce régime s'acharne contre l'Université. La Côte d'Ivoire est un petit pays mais qui est sur le point de rallier à sa cause bien des consciences éprises de liberté et de justice de par le monde. Je pense plus particulièrement à nos Diasporas africaines (Cameroun, Togo, Angola, Afrique du Sud, Ghana, Gambie, etc.) ainsi qu'aux représentants de la Gauche occidentale (Jean Ziegler, Michel Galy, Guy Labertit, Albert Bourgi, etc.).

**Enfin l'UE comme les Etats-Unis n'ont pas trouvé bizarre que Ouattara aille seul aux législatives avec son groupe politique. Comment vous l'expliquez ?**

Nous sommes dans une logique implacable, celle des connivences diplomatiques que l'on constate aussi bien en amont qu'en aval des crises que traverse la périphérie du monde capitaliste. Non seulement tout

a été mis en œuvre par l'UE et les Etats-Unis pour noircir, diaboliser et renverser Laurent Gbagbo, tout simplement parce qu'il n'est pas leur homme, mais aussi ces soutiens observent un silence coupable face aux dérives oligarchiques de leur homme. Ils auraient parlé de bizarrerie, crié haro sur le baudet si c'est Laurent Gbagbo qui était allé seul aux législatives avec son parti, le FPI. Vous savez, chez les mondialisateurs, la démocratie est un système à géométrie variable. Bernard Kouchner ne demandait-il pas début mars 2011 à la Droite Occidentale de soutenir Hamid Karzaï quand bien même il serait corrompu, car "c'est notre homme". De la même manière, les Etats-Unis, l'UE, le Canada soutiennent aujourd'hui Ouattara parce qu'il n'est pas Gbagbo, leur ennemi juré. Voilà pourquoi les soutiens extérieurs de Ouattara se contentent de "souples diplomatiques" face aux dérives totalitaires de leur homme. Sans conséquence aucune pour le régime qu'ils ont mis en place. J'appelle "souples diplomatiques", les mesures hypocrites qui consistent, par exemple, à délocaliser une Ambassade ou à déconseiller à des ressortissants la destination Côte d'Ivoire. Ce sont là des mesures en trompe l'œil, donc complaisantes qui montrent le degré d'hostilité de la Droite Occidentale vis-à-vis des dirigeants "d'Outre Mer" peu accommodants. Entre "ces mesures" et les différents embargos économiques, financiers et pharmaceutiques contre le peuple ivoirien et ses dirigeants, en décembre 2010 – janvier 2011, il n'y a aucune comparaison possible. C'est un racisme idéologique qui s'est surajouté au racisme biologique dont souffre le monde non occidental, depuis le XVIème siècle.

### **Ouattara veut 13.000 milliards pour reconstruire la Côte d'Ivoire là où Gbagbo refusait l'aide. Qu'est-ce qui fait la singularité de Laurent Gbagbo ?**

Laurent Gbagbo est l'enfant du peuple ivoirien. Il aime son peuple et son peuple l'aime. Et c'est parce qu'il aime son peuple qu'il est foncièrement souverainiste, c'est-à-dire un dirigeant jaloux de l'indépendance et de la dignité de son pays. Voilà pourquoi il a horreur de faire endetter cruellement la Côte d'Ivoire. La dette n'est rien d'autre qu'un assujettissement économique qui se transforme, tôt ou tard, en dépendance politique et idéologique sur plusieurs générations. Laurent Gbagbo n'en voulait pas du tout. C'est pourquoi il ne pouvait pas être aimé et soutenu par ceux qui prospèrent à partir de l'endettement massif des pays du Tiers-monde : le FMI, la Banque Mondiale et tous les spéculateurs néolibéraux. Et je suis sûr que c'est son souverainisme qui a été perçu comme un péché capital et qui est à l'origine de cette haine anti-Gbagbo. Voyez-vous, la gbagbophilie a débouché sur les bombardements du 11 avril 2011. On voit donc que Ouattara est l'ami naturel du monde libéral qui ne prospère que sur l'endettement des pays faibles et sans défense. Entre Ouattara, le représentant de la boulimie néolibérale et Laurent Gbagbo, le porte-drapeau du socialisme démocratique, donc du souverainisme, il y a une différence de nature perceptible à travers le traitement infligé au Woody de Mama à l'occasion d'une simple controverse électorale.

Interview réalisée par Camus Ali [Lynx.info](http://lynx.info), le 6 janvier 2012

11 janvier 2012

<http://www.michelcollon.info/Les-Ivoiriens-experimentent-des.html>